

## L'Olucome demande au gouvernement de revoir la politique de charroi zéro

@rib News, 30/09/2013 â€“ Source Xinhua L'ONG locale Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a demandé ce lundi au gouvernement de la République du Burundi de revoir la politique de charroi zéro de l'Etat en vigueur suite aux imperfections observées dans sa mise en application qui occasionnent beaucoup de dépenses contrairement aux attentes, dans une correspondance adressée au deuxième vice-président de la République le 25 septembre dernier et rendue publique ce lundi au cours d'une conférence de presse. Gabriel Rufyiri, président de cette ONG, demande au gouvernement « la révision de cette politique dans les meilleurs délais en vue de minimiser les dépenses allouées à cette politique, de tout faire pour que les services de l'Etat puissent fonctionner normalement avec les moyens de déplacement qui leur sont en principe alloués et que les véhicules affectés aux services ne soient plus détournés pour des affaires familiales et des partis politiques ».

En effet, explique-t-il, la part du budget de l'Etat allouée à la rubrique charroi en 2009 s'élevait à 23 milliards de Fbu (plus de 15 millions de dollars). Cette part a été réduite à 13 milliards de Fbu (plus de 8 millions de dollars) en 2010 suite à la mise en oeuvre de la politique zéro du charroi de l'Etat, mais depuis, elle n'a cessé d'accroître car elle a atteint près de 18 milliards de Fbu (plus de 11 millions de dollars) en 2012 et pour 2013, elle s'élèverait à environ 29 milliards de Fbu (près de 19 millions de dollars). Bien plus, déplore-t-il, il y a certaines autorités qui détournent les véhicules de liaison qui ont été prévus dans cette politique de charroi zéro qui devraient en principe être affectés à l'exécution des missions de l'Etat mais qui finalement sont utilisés dans les affaires privées dans des familles ou dans des réunions des partis politiques au détriment de l'intérêt du service. « Cela constitue une charge illégale des finances publiques et par conséquent un manque à gagner énorme pour l'Etat », constate Gabriel Rufyiri qui donne un autre cas de figure qui concerne des chefs de service qui, ayant obtenu ces véhicules, les ont immédiatement vendus au prix fort alors qu'il s'agissait d'une facilité obtenue dans le but d'exécuter une mission de l'Etat. « Cela constitue un enrichissement sans cause au détriment de l'Etat », constate encore une fois amèrement le président de l'OLUCOME dans le but de convaincre le deuxième vice-président de la République sur la nécessité de revoir cette politique de charroi zéro des véhicules de l'Etat.